

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 645

[99/09060]

22 DECEMBRE 1998

Loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12bis du Code de la nationalité belge, inséré par la loi du 13 juin 1991 :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « pour avis » sont insérés entre les mots « communiquée » et « par l'officier de l'état civil »;

2° au § 2, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans un délai de deux mois à compter de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'acquisition de la nationalité belge lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

A l'expiration du délai de deux mois et à défaut d'avis négatif ou de transmission d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration est inscrite d'office et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription. »;

3° les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit :

« § 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, à l'intéressé par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique à l'intéressé que, sauf si celui-ci demande la saisine du tribunal conformément au § 4, l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que l'intéressé puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans un délai d'un mois.

L'officier de l'état civil communique le dossier de l'intéressé ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application du § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation, sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la date de réception de l'avis négatif visé au § 3, l'intéressé peut inviter l'officier de l'état civil, par lettre recommandée à la poste, à transmettre son dossier au tribunal de première instance.

Après avoir entendu ou appelé l'intéressé, le tribunal de première instance statue sur le bien-fondé de l'avis négatif. La décision doit être motivée.

La décision est notifiée à l'intéressé par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, l'intéressé et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision, par requête adressée à la cour d'appel.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 645

[99/09060]

22 DECEMBER 1998

Wet tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 12bis van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, eerste zin, worden tussen de woorden « onmiddellijk » en « overgezonden » de woorden « voor advies » ingevoegd;

2° in § 2 worden het tweede, derde en vierde lid vervangen door de volgende bepalingen :

« De procureur des Konings kan, binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de verkrijging van de Belgische nationaliteit wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of overzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving. »;

3° de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« § 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en, bij een ter post aangetekende brief, aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee, tenzij deze de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig § 4, dat zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende, alsook het negatieve advies van de procureur des Konings, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers of, bij toepassing van § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De overzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de ontvangst van het negatieve advies bedoeld in § 3, kan de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief aan de ambtenaar van de burgerlijke stand vragen zijn dossier over te zenden aan de rechtbank van eerste aanleg.

De rechtbank van eerste aanleg doet, na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, uitspraak over de gegrondheid van het negatieve advies. De beslissing wordt met redenen omkleed.

De beslissing wordt aan de belanghebbende ter kennis gebracht door toedoen van de procureur des Konings. De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij een aan het hof van beroep gericht verzoekschrift.

Celle-ci statue, après avis du procureur général, et après avoir entendu ou appelé l'intéressé.

Les citations ou notifications se font par la voie administrative.

Le dispositif de la décision définitive d'abrogation de l'avis négatif est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4. Le § 2, alinéas 5 et 6, est également d'application. »;

4° le § 5 est abrogé.

Art. 3

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 15 du même Code :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit :

« La déclaration d'option est faite devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence principale du déclarant; une copie de la déclaration est communiquée pour avis par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort. »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « pour avis » sont insérés entre les mots « communique » et les mots « au parquet »;

3° le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé comme suit :

« Le procureur du Roi transmet sans délai un accusé de réception. »

4° les §§ 2 et 3 sont remplacés comme suit :

« § 2. Dans les quatre mois à compter de la date de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'agrément de l'option, lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves, qu'il doit préciser dans les motifs de son avis, ou s'il y a des raisons, qu'il doit également préciser, d'estimer que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante, ou que les conditions de base, qu'il doit indiquer, ne sont pas remplies.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration d'option est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

A l'expiration du délai de quatre mois et à défaut d'avis négatif ou de communication d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration d'option est inscrite d'office et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription.

§ 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique au déclarant que l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que le déclarant puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans le délai d'un mois, à moins qu'il ne demande la saisine du tribunal conformément à l'article 12bis, § 4.

L'officier de l'état civil communique le dossier ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application de l'article 12bis, § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4. ».

Dit hof doet uitspraak na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en kennisgevingen geschieden langs administratieve weg.

Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het negatieve advies wordt opgeheven, wordt door toedoen van het openbaar ministerie aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4. Paragraaf 2, vijfde en zesde lid is eveneens van toepassing. »;

4° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 3

In artikel 15 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De verklaring van nationaliteitskeuze wordt afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft; een afschrift van de verklaring wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand voor advies overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied. »;

2° in § 1, tweede lid, worden tussen de woorden « haar » en « over aan het parket » de woorden « voor advies » ingevoegd;

3° paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding. »

4° de §§ 2 en 3 worden vervangen als volgt :

« § 2. De procureur des Konings kan binnen vier maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de inwilliging van de nationaliteitskeuze wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon, die hij in de motivering van zijn advies dient te omschrijven, of als er redenen zijn, die hij eveneens dient te omschrijven, om te oordelen dat de integratiewil van de belanghebbende onvoldoende is, of als de grondvoorwaarden, die hij moet aanduiden, niet vervuld zijn.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring van nationaliteitskeuze wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van vier maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of verzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring van nationaliteitskeuze ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving.

§ 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee dat, tenzij de belanghebbende de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig artikel 12bis, § 4, zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende alsook het negatieve advies van de procureur des Konings over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, of, met toepassing van artikel 12bis, § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De verzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag, waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4. ».

Art. 4

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 21 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995 :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit :

« La demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil du lieu où l'intéressé a sa résidence principale ou à la Chambre des représentants. »;

2° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le formulaire de demande est signé par le demandeur qui fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution et aux lois du peuple belge. »;

3° les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit :

« § 3. Si la demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil, celui-ci transmet la demande de naturalisation ainsi que les pièces visées au § 1^{er}, alinéa 3, qui lui ont été communiquées, à la Chambre des représentants dans le délai de quinze jours suivant la réception de la demande de naturalisation.

Lorsque le dossier du demandeur est complet, la Chambre des représentants transmet la demande de naturalisation au parquet du tribunal de première instance de la résidence principale du demandeur, à l'Office des étrangers et au service de Sûreté de l'Etat, pour avis à fournir dans un délai de quatre mois, sur les critères prévus à l'article 19 et les conditions et circonstances prévues à l'article 15, § 2, ainsi que sur tout autre élément dont la Chambre souhaite être informée. Si l'intéressé a sa résidence principale à l'étranger, la demande d'avis est adressée au parquet près le tribunal de première instance de Bruxelles.

Les instances visées à l'alinéa 2 transmettent sans délai un accusé de réception.

A défaut d'observations dans les quatre mois suivant la date des accusés de réception, l'avis est réputé favorable.

La Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation selon les modalités déterminées dans son règlement.

§ 4. Lorsque le demandeur a fait, conformément aux articles 12bis et 15, une déclaration de nationalité faisant l'objet d'un avis négatif du procureur du Roi, la Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation.

La Chambre des représentants peut inviter le demandeur, s'il ne l'a pas fait d'office, à déposer un mémoire en réponse à l'avis négatif. Dans ce cas, la Chambre des représentants peut charger les instances visées au § 3 de procéder dans les deux mois à une enquête complémentaire sur les motifs qui ont fondé l'avis négatif et sur les éléments invoqués par le demandeur dans son mémoire en réponse. A l'expiration du délai de deux mois ou lorsque le demandeur n'a pas déposé de mémoire en réponse dans ce délai, la procédure se poursuit. ».

Art. 5

L'article 24, alinéa 2, du même Code est remplacé comme suit :

« Si cette dernière condition n'est pas remplie ou si la perte de la nationalité belge procède d'une renonciation, le procureur du Roi peut néanmoins juger ne pas devoir émettre d'avis négatif, après avoir apprécié les circonstances dans lesquelles le déclarant a perdu la nationalité belge, ainsi que les raisons pour lesquelles il veut la recouvrer. ».

Art. 4

In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het verzoek om naturalisatie wordt gericht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft of aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. »;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het aanvraagformulier wordt door de aanvrager ondertekend. De handtekening wordt voorafgegaan door de volgende, door de aanvrager met de hand geschreven vermelding « Ik verklaar Belgisch staatsburger te willen worden en de Grondwet en de wetten van het Belgische volk te zullen naleven. »;

3° de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« § 3. Indien het verzoek tot naturalisatie gericht is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, zendt deze het verzoek tot naturalisatie, alsook de stukken, bedoeld in § 1, derde lid, die hem zijn toegezonden, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van het verzoek tot naturalisatie.

Indien het dossier van de belanghebbende volledig is, zendt de Kamer van volksvertegenwoordigers het verzoek tot naturalisatie over aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg waar de verzoeker zijn hoofdverblijfplaats heeft, aan de dienst Vreemdelingenzaken en aan de dienst Veiligheid van de Staat, om een advies te verstrekken binnen een termijn van vier maanden, met betrekking tot de in artikel 19 gestelde vereisten en de in artikel 15, § 2, bedoelde voorwaarden en omstandigheden alsook met betrekking tot ieder gegeven waarover de Kamer wenst te worden ingelicht. Heeft de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats in het buitenland, dan wordt het verzoek om advies gericht aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De in het tweede lid bedoelde instanties geven hiervan onverwijld ontvangstmelding.

Zijn er geen opmerkingen binnen vier maanden vanaf de ontvangstmeldingen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Kamer van volksvertegenwoordigers beslist over het verlenen van de naturalisatie op de wijze bepaald in haar reglement.

§ 4. Heeft de aanvrager overeenkomstig de artikelen 12bis en 15 een nationaliteitsverklaring afgelegd waarover de procureur des Konings een negatief advies heeft gegeven, dan beslist de Kamer van volksvertegenwoordigers over het verlenen van de naturalisatie.

De Kamer van volksvertegenwoordigers kan de aanvrager verzoeken een memorie van antwoord op het negatieve advies in te dienen, zo hij dat al niet ambtshalve heeft gedaan. In dit geval kan de Kamer van volksvertegenwoordigers door de in § 3 bedoelde instanties een verder onderzoek laten uitvoeren binnen een termijn van twee maanden betreffende de redenen waarop het negatieve advies steunt en over de gegevens die de aanvrager in zijn memorie van antwoord heeft aangevoerd. Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden of indien de aanvrager binnen dezelfde termijn geen memorie van antwoord heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet. ».

Art. 5

Artikel 24, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Indien deze laatste voorwaarde niet is vervuld of indien het verlies van de Belgische nationaliteit het gevolg is van afstand, kan de procureur des Konings toch menen geen negatief advies te moeten uitbrengen, nadat hij de omstandigheden heeft beoordeeld waarin de belanghebbende de Belgische nationaliteit heeft verloren, alsmede de redenen waarom hij die wil herkrijgen. ».

Art. 6

Dans le même Code, il est inséré un chapitre *Vbis*, intitulé « Compétence d'avis du parquet » et comprenant l'article *24bis*, libellé comme suit :

« Art. *24bis*. — Le Ministre de la Justice arrête les directives concernant les modalités selon lesquelles le parquet près le tribunal de première instance mène l'enquête en vue de la présentation d'un avis tel que prévu dans la présente loi, après consultation du collège des procureurs généraux. Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Pour les missions qui doivent être accomplies afin de permettre au procureur du Roi d'émettre les avis requis, les services de police sont soumis à l'autorité de celui-ci. Le collège des procureurs généraux exerce le contrôle sur les modalités selon lesquelles les parquets exécutent les missions définies dans la présente loi. ».

Art. 7

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soi revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi du 17 décembre 1997 déposée par MM. Michel, Duquesne, Reynders et de Donnée, n° 1334/1. — Amendements, n°s 1334/2 à 10.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Rapport du 21 octobre 1998 de M. Vandeurzen, n° 1334/11. — Texte adopté par la commission, n° 1334/12. — Amendement, n° 1334/13. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1334/14.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 27 et 29 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1130/1. — Amendement, n° 1-1130/2. — Rapport du 27 novembre 1998 de M. Vandenberghe, n° 1-1130/3. — Texte corrigé par la commission, n° 1-1130/4. — Amendement, n° 1-1130/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1130/6.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 9 et 10 décembre 1998.

Art. 6

In hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd met als opschrift « Adviesbevoegdheid van het parket » en houdende het artikel *24bis*, luidend als volgt :

« Art. *24bis*. — De Minister van Justitie legt de richtlijnen vast met betrekking tot de wijze waarop het parket bij de rechtbank van eerste aanleg het onderzoek verricht met het oog op het verlenen van een advies zoals bepaald in deze wet nadat hij het advies heeft ingewonnen van het college van procureurs-generaal. Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie. Voor de opdrachten die vervuld moeten worden teneinde de procureur des Konings in staat te stellen de vereiste adviezen te verstrekken, zijn de politiediensten onderworpen aan zijn gezag. Het college van procureurs-generaal houdt toezicht op de wijze waarop de parketten de opdrachten zoals beschreven in deze wet, uitvoeren. ».

Art. 7

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die in de loop waarvan zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel van 17 december 1997 ingediend door de heren Michel, Duquesne, Reynders en de Donnée, nr. 1334/1. — Amendementen, nrs. 1334/2 tot 10.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Verslag van 21 oktober 1998 van de heer Vandeurzen, nr. 1334/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1334/12. — Amendement, nr. 1334/13. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1334/14.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 29 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1130/1. — Amendement, nr. 1-1130/2. — Verslag van 27 november 1998 van de heer Vandenberghe, nr. 1-1130/3. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 1-1130/4. — Amendement, nr. 1-1130/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1130/6.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 9 en 10 december 1998.